BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 3649

75 – PARIS

GREFFE DU TRIBUNAL DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE PARIS

Ventes et cessions

945 025 062 RCS Paris.
JADE ASSURANCES.
Forme : Société par actions simplifiée.
Capital : 44000.00 EUR.
Adresse : 73-75, rue Brillat-Savarin, 75013 Paris.
Précédent propriétaire : 513 192 641 RCS Paris. **ADSTRAT PARIS.**
Oppositions : Article L.236-15 du code de commerce.
Commentaires : Avis au Bodacc relatif au projet commun de fusion nationale. Société absorbante : JADE ASSURANCES Forme : Société par actions simplifiée Adresse du siège : 73-75 rue Brillat-Savarin 75013 Paris Capital : 44000.00 EUR Numéro unique d'identification : 945025062 Lieu d'immatriculation : Paris. Société absorbee : ADSTRAT Paris Forme : Société par actions simplifiée Adresse du siège : 73-75 rue Brillat-Savarin 75013 Paris Capital : 1000.00 EUR Numéro unique d'identification : 513192641 Lieu d'immatriculation : Paris. Evaluation de l'actif et du passif dont la transmission à la société absorbante est prévue : actif de 107062.00 EUR - passif de 70988.00 EUR. Rapport d'échange des droits sociaux : La Société Absorbante étant propriétaire de la totalité des actions de la Société Absorbé, il ne sera donc procédé à aucun calcul de rapport d'échange de titres entre l'absorbante et l'absorbée et la société absorbante ne procédera pas à une augmentation de capital. Le montant prévu de la prime de fusion : Néant. . Date du projet commun de fusion : 02.10.2026. Date et lieu du dépôt du projet au RCS au titre de chaque société participante : Pour la société JADE ASSURANCES : 07.10.2026 (au greffe du tribunal de commerce de Paris). Pour la société ADSTRAT Paris : 07.10.2026 (au greffe du tribunal de commerce de Paris)..